

LIVRES

Pour une révolution régionale

LA GRANDE TRANSITION

par Pierre Veltz
Seuil, 264 pages, 18 euros.

Face à la grande transition planétaire, le renforcement de l'échelon régional constitue la bonne réponse pour la France.

Le titre du livre pouvait laisser craindre une de ces fresques prospectives dont l'ampleur ne compense pas la banalité. Rien de tel ici : si Pierre Veltz commence par une analyse, très originale, de la « grande transition » planétaire, c'est pour démontrer de façon rigoureuse que la bonne réponse, pour la France, est un renforcement radical de l'échelon régional.

Le changement dans le « monde qui vient » a deux moteurs principaux, qui s'alimentent réciproquement : la mondialisation stimule l'avancée technologique en attisant la compétition, et la technologie, par les outils de communication qu'elle crée, facilite la mondialisation. Mais face à cette dernière, nous sommes myopes, parce que les réalités qu'elle recouvre évoluent très vite : on a vu surgir, depuis le début des années 90, la menace du changement climatique, la croissance phénoménale de la Chine et des autres pays émergents, le développement d'une véritable économie de l'Internet. Dans la localisa-

tion des activités, deux forces apparemment contradictoires sont à l'œuvre : l'« effet d'agglomération » continue d'attirer hommes et entreprises autour des grandes métropoles qui offrent talents, services et infrastructures. Mais en même temps, les bases territoriales de la production s'éparpillent sur la planète pour optimiser les « chaînes de valeur ». Ce dégroupage ne concerne pas seulement l'électronique, l'automobile ou le textile : l'auteur cite l'exemple d'une brosse à dents « assemblée aux Etats-Unis, dont la fabrication met en jeu 11 sites industriels, dans 8 pays d'Asie, d'Europe et d'Amérique, et dont les 38 composants parcourent au total près de 30.000 km par air, mer et route »... La technologie rend les frontières entre les secteurs de plus en plus poreuses. Les industriels deviennent des fournisseurs de services, tandis que nombre de services s'industrialisent, ce qui permet de les délocaliser.

Dans un monde plus incertain, les facteurs qui assurent la performance des territoires ne sont plus



les mêmes qu'hier : on passe, écrit l'auteur, de variables « hard » comme les coûts de production et de transport à des variables « soft » comme « l'appariement des compétences, la pertinence des relations entre acteurs, la qualité des organisations et les potentiels de confiance ». Or ces atouts sont largement liés à la dimension géographique de ce qu'on pourrait appeler l'« unité de base » de la gouvernance économique : elle doit être suffisante pour éviter l'émiettement stérile des initiatives, mais assez limitée pour assurer la cohérence et la proximité des centres de décision, en même temps qu'une certaine solidarité.

Une dimension adaptée

En France, l'échelon qui se rapproche le plus de cette dimension optimale est celui de la région. Mais la décentralisation s'est trompée de chemin : elle a créé une pyramide sans hiérarchie, chaque niveau administratif disposant d'un « bloc de compétences » sur lequel le niveau supérieur a peu de prise – sauf l'Etat, présent « à tous les étages ».

Il est donc urgent de réveiller et de vivifier la région : elle devrait être le pivot du pouvoir décentralisé, elle en est au contraire le maillon faible. Nous ne sommes plus au temps de l'aménagement du territoire, où l'Etat distribuait les infrastructures et les localisations industrielles dans un souci d'équilibre. Passée aussi l'époque où la grande ambition des collectivités locales était d'être les plus accueillantes possibles pour les entreprises, à coup de subventions plus ou moins déguisées. Il s'agit, écrit Pierre Veltz, de « faire des territoires, avec leurs spécificités, leurs atouts de différenciation, le moteur de la création d'activité ». La dimension régionale est la plus adaptée pour tout ce qui concerne, en particulier, la gestion du marché du travail, nombre d'« infrastructures de développement », notamment en matière d'enseignement supérieur, et la création d'une expertise sur la valorisation des ressources locales pour affronter la concurrence internationale. Pour justifier cet appel à une « révolution régionale », fallait-il passer par une analyse de la mondialisation ? Oui, car la France – c'est la leçon la plus claire du livre – a le choix entre le destin d'une métropole active et celui d'une banlieue (provisoirement riche) du globe.

GÉRARD MOATTI